



**ATTAQUES CONTRE LE BAC NATIONAL ET LA VOIE PROFESSIONNELLE :
LES MESURES DU MINISTÈRE VONT ENCORE AGGRAVER LA SITUATION DE NOS ÉLÈVES !**

TOU-TE-S EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE JEUDI 14 DÉCEMBRE !

Pour un plan de développement de l'éducation en Seine-Saint-Denis !

Pour les moyens dont les collèges et les lycées ont besoin !

Contre les réformes annoncées du lycée, du Baccalauréat et de la sélection à l'entrée à l'université!

Pour le maintien et le développement de la voie professionnelle du lycée sous statut scolaire !

Depuis l'obtention des 3 000 postes supplémentaires en 1998, le nombre d'élèves n'a cessé d'augmenter. Depuis 2007, ce sont ainsi 6 000 élèves de plus qui sont arrivés dans les collèges du département. En parallèle, le gouvernement a sabré dans les postes, en collège comme en lycée, entre 2007 et 2012, puis n'a ouvert que des postes permettant de maintenir la situation de 2012.

Or, la hausse démographique se poursuit ! À la rentrée 2017, les collèges ont encore accueilli 1 200 élèves supplémentaires. Les lycées affrontent aujourd'hui une situation très difficile : la plupart sont saturés et dans plusieurs d'entre eux, les collègues se sont massivement mobilisés dès la rentrée pour exiger les moyens urgents nécessaires pour améliorer les conditions de travail.

Le rectorat a refusé de répondre aux revendications. Quant aux classements des lycées dans l'éducation prioritaire, aucune nouvelle pour l'instant ! De son côté, la région traîne à mettre en place un plan d'investissement qui permettrait d'accueillir élèves et personnels de lycées dans de bonnes conditions.

Dans un contexte social qui s'est de fait dégradé, des collèges et des lycées du département ont dernièrement fait face à des actes de violence à l'égard d'élèves mais aussi de personnels d'enseignement et d'éducation dont le nombre et la gravité sont en nette augmentation. Ces violences sont souvent la traduction dramatique d'une souffrance chez des adolescent·e·s en situation de décrochage et d'échec que l'école n'est plus en mesure d'accompagner. Nous restons convaincu·e·s que cette situation alarmante est symptomatique d'un manque de moyens en vie scolaire et d'effectifs trop importants en classe.

C'est pour toutes ces raisons que les organisations signataires revendiquent depuis 2014 un plan de développement de l'éducation en Seine-Saint-Denis répondant aux besoins de nos élèves.

Tournant le dos aux revendications, le gouvernement vient a contrario d'annoncer :

- une diminution des ouvertures de postes en 2018
- une réforme du lycée qui va être dramatique pour nos élèves. La sélection à l'université, la territorialisation du baccalauréat et la mise en place d'un lycée modulaire annoncent pour nos élèves un accès plus difficile au supérieur et à la poursuite des études de leur choix. Ce sont nos élèves, issus de milieux populaires et de plus en plus en difficulté, qui paieront le prix de ces politiques régressives.
- une réforme de la formation professionnelle qui entend développer l'apprentissage dans la voie professionnelle du lycée. Ce développement de l'apprentissage passera par la mixité des publics (élèves et apprentis dans une même classe) qui entraînera inévitablement la casse du statut des PLP et l'annualisation du temps de travail. La voie professionnelle du lycée doit permettre insertion professionnelle et poursuite d'étude, il faut pour remplir ces objectifs lui donner plus de moyens et adapter les parcours de formation aux besoins des élèves (parcours en 3 ans, 4 ans, en fonction des élèves et des filières).

Par conséquent, nous revendiquons :

- Une **dotation en poste à la hauteur des besoins** : c'est maintenant que le Parlement discute du budget ! Nous demandons le retour aux seuils historiques du 93 (25 en non-classé, 24 en éducation prioritaire, 23 en sensible), l'allègement significatif des effectifs dans les classes de lycée et de collège, la création de classes d'accueil pour élèves allophones à hauteur des besoins, des créations urgentes de postes de CPE et d'AED.
- Une **résorption réelle de la précarité** : notre département a besoin d'un plan de titularisation des personnels précaires. De plus, nous ne pouvons accepter la suppression des contrats aidés qui sont nombreux dans nos établissements (Vie scolaire, secrétariat, agents d'entretien et d'accueil, assistants-documentalistes...). Nous exigeons dans l'immédiat le réemploi de tous les collègues en contrats aidés, et que tous les emplois en contrat aidé soient transformés en emploi statutaire !
- La **mise en place d'une réelle politique de pré-recrutement**, en qualité de fonctionnaires-stagiaires des futur-e-s enseignant-e-s. Ce n'est pas en abaissant le nombre de postes au concours qu'on suscitera des vocations, mais en offrant des conditions d'études et de préparation des concours convenables pour tou-te-s, et en revalorisant la profession.
- La **défense de la voie professionnelle du lycée sous statut scolaire** ;
- L'**abandon des réformes en cours au lycée** : nous exigeons l'abandon du projet de loi instaurant la sélection à l'université et mettant en place un "lycée à la carte", un baccalauréat national, anonyme organisé autour d'épreuves terminales et premier grade universitaire, la consolidation des trois voies et des séries, des moyens supplémentaires pour affronter la grande difficulté scolaire par des petits groupes, appuyés sur les disciplines.
- L'**ouverture des CIO nécessaires dans tout le département**, le recrutement de psychologues de l'Education nationale en nombre suffisant, personnels auxquels les professeur-e-s n'ont ni vocation ni capacité à se substituer.

Pour l'instant, ce gouvernement ne parle que de mesures régressives qui attaquent les personnels : réforme du lycée, du baccalauréat, gel du point d'indice, retour du jour de carence, maintien de la réforme du collège. C'est inacceptable ! En Seine-Saint-Denis, comme partout en France, respect des droits des personnels, respect des droits des élèves !

Il est temps pour les collèges et les lycées du département de se faire entendre !

A l'appel des organisations syndicales SNES-FSU 93, SNEP-FSU 93, SN-FO-LC 93, SNETAA-FO 93, CGT Educ'Action 93, CNT Education 93, SUD Education 93 :

TOU-TE-S EN GREVE ET EN MANIFESTATION A PARIS, en direction du ministère de l'Education nationale !

Rdv à 11h30 à Paris. Le lieu de rendez-vous de la manifestation sera communiqué ultérieurement.

Nous invitons tous nos collègues à se rassembler en assemblée générale, à échanger dans leur établissement, à lister les revendications et à décider la grève le 14 décembre, y compris en débattant des suites à donner.